

RÉFORME TERRITORIALE

# Les compétences en plat de résistance

La ministre Jacqueline Gourault a poursuivi, ce samedi dans le Bas-Rhin, ses consultations sur l'avenir de l'Alsace. Le cadre du projet devrait être défini à la fin du mois d'octobre.

De l'intérieur à l'intérieur. Deux jours intenses de rencontres et d'entretiens ont immergé Jacqueline Gourault au cœur de la problématique alsacienne. La ministre a éprouvé tout le spectre des revendications, de la fusion sèche des départements du Rhin à une collectivité alsacienne à statut particulier. La centriste parle de « nuances » mais préfère garder ce « sentiment qu'une solution est possible sans heurter les consciences et les positions des uns et des autres ».

« Le principe de réalité » d'une fusion

Jacqueline Gourault a entendu « la tristesse » mêlée de « plein d'espoir » de Daniel Hoeffel, les interrogations des présidents des départements du Grand Est et les plaidoiries des conseillers départementaux du Bas-Rhin pour une collectivité d'Alsace dotée de compétences nouvelles. Elle a indiqué à l'assemblée son souhait que l'État conserve une préfecture dans le Haut-Rhin et une préfecture dans le Bas-Rhin, et rappelé « le principe de réalité » d'une fusion de deux départements, tout en invitant à « la discussion sur les compétences ».

« Ces compétences supplémentaires ou partagées devront faire l'objet de négociations avec les autres collectivités, la région, mais aussi les communes et les intercommunalités. L'économie est une compétence de la région, mais aussi des intercommunalités », explique Jacqueline Gourault. Tourisme, bilinguisme, transfrontalier, emploi et économie de proximité



Frédéric Bierry, président du département du Bas-Rhin, a accueilli Jacqueline Gourault, ce samedi matin à Strasbourg.

Photo L'Alsace/Jean-Marc Loos

et mobilité ont été au centre des échanges au département où la majorité et l'exécutif ont rappelé « l'importance de disposer de ce socle de politiques publiques qui donnera à l'Alsace les moyens d'agir et de valoriser ses spécificités ». Françoise Pfersdorff a précisé que le groupe de La République en marche soutenait le projet d'une eurocollectivité « forte, innovante et européenne qui rayonne à 360° ».

« Poser un acte fort »

Jugeant les pistes du rapport Marx « intéressantes mais bien insuffisantes », Catherine Graef-Eckert a exhorté la ministre de « ne pas attendre une éventuelle réforme constitutionnelle qui ne ferait que retarder le processus ». « Travaillons d'abord les compétences avant de construire la collectivité en conséquence », glisse Frédéric Bierry.

« Conscient de la nécessité de poser un acte fort et irréversible », le président du département du Bas-Rhin suggère que cette collectivité d'Alsace soit « préfiguratrice en attendant la réforme constitutionnelle ».

Jacqueline Gourault a conclu son périple alsacien ce samedi après-midi au Mémorial d'Alsace-Moselle de Schirmeck. Elle rédigera un premier « rapport d'étape » et devrait revenir en-

## Unser land : « Macron doit faire un pas plus grand »

Des représentants d'Unser Land ont été reçus ce samedi matin par Pauline Malet, conseillère aux institutions locales de Jacqueline Gourault. Jean-Georges Trouillet a plaidé pour une collectivité d'Alsace à statut particulier et sa sortie du Grand Est. « Ils existent des collectivités de ce type en Corse, à Lyon, Marseille et Paris qui s'appuient sur des situations particulières et on nous dit qu'il n'est pas possible de donner ce statut particulier à l'Alsace en raison de son particularisme ! », s'étrangle le secrétaire général et porte-parole du parti autonomiste qui juge « l'argument fallacieux ».

« Un mauvais compromis »

« Le gouvernement pense avoir la réponse à la question posée avec la différenciation. Mais si elle arrive un jour, elle sera tellement encadrée et rigide qu'on ne pourra pas l'utiliser », explique Jean-Georges Trouillet qui s'appuie sur la jurispru-

dence du Conseil d'État. « Faut-il attendre que la France se réforme pour avoir des réponses à nos questions ? », se demande-t-il. Unser Land s'interroge aussi sur la méthode suivie par le gouvernement. « Consulter les élus, c'est bien, mais le sujet mérite de donner la parole à la société civile au moment où le fossé se creuse entre l'opinion publique et la classe politique », observe Jean-Georges Trouillet.

Le parti autonomiste, qui tenait ce samedi son université d'été à Sélestat sur le thème de la langue, entend bien maintenir « le rapport de force pour qu'Emmanuel Macron fasse un pas plus grand ». « Pour dépasser les craintes et les antagonismes entre le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, il faut proposer aux citoyens alsaciens quelque chose de plus grand, une collectivité qui améliore vraiment leur vie quotidienne, estime Jean-Georges Trouillet. Ne pas le faire serait un mauvais compromis ou un compromis déséquilibré. »

re une fois en Alsace. « Il y a une nécessité d'avancer sur certaines thématiques », dit-elle. Le cadre devrait être bouclé fin octobre. Emmanuel Macron est attendu à

Strasbourg le 4 novembre. Son entourage explique qu'il n'annonce jamais de mauvaise nouvelle en déplacement.

Textes : Franck BUCHY

STOCAMINE

## « La confiance avec les citoyens a été rompue »

L'incendie dans la mine Joseph-Eise de Wittelsheim en 2002 et les menaces sur la nappe phréatique ne cessent de remonter à la surface. Le dossier Stocamine continue de polluer au point qu'une mission d'information parlementaire a été créée au printemps. Elle est présidée par Vincent Thiébaud, député LREM de Haguenau et ses deux rapporteurs sont Bruno Fuchs, député (app. MoDem) de Mulhouse et Raphaël Schellenberger, député (LR) de Cernay-Ensisheim.



Les députés Bruno Fuchs (app. MoDem), Vincent Thiébaud (LREM) et Raphaël Schellenberger (LR).

quent que plusieurs éléments constitutifs de la réversibilité du stockage « n'ont pas été respectés, au moins partiellement : traçabilité et accessibilité des déchets, stabilité des contenants ».

La mission estime aussi que « le modèle économique du projet s'est avéré très instable » et qu'il « souffre aujourd'hui d'incertitudes, de contradictions entre experts quant aux perspectives d'ennoyage de la mine et au risque de contamination de la nappe phréatique ».

« Il y a eu un manque de l'État policier », explique Vincent Thiébaud en regrettant les « difficultés à recueillir des informations précises » sur le sujet. Ses collègues et lui-même constatent que « les multiples erreurs » ont produit « la défiance actuelle à l'égard de l'État et des expertises » autour du dossier Stocamine.

« L'enjeu est que ça ne se reproduise pas », demande Vincent Thiébaud. Pour Raphaël Schellenberger, « la réponse doit être politique de façon à redonner confiance en l'État. L'État doit être fiable pour que la population puisse croire en sa parole. » A l'État de déminer.

F. By

« La réponse doit être politique »

« La notion de réversibilité a été présentée, à la population et aux collectivités, avec ambiguïté par les porteurs du projet, faisant naître de profondes incompréhensions quant au devenir des déchets stockés », disent les députés. Ils remar-

AU PARLEMENT

## Waserman : « Des partenaires exigeants de la majorité »

Vice-président de l'Assemblée nationale, le député de Strasbourg 2, Sylvain Waserman (MoDem) défend le bilan du gouvernement, tout en faisant entendre sa différence. Il rappelle ses positions sur le GCO et l'Alsace.

On vous reproche votre silence au sujet du Grand contournement ouest de Strasbourg. Qu'en est-il ?

J'ai toujours été favorable au GCO, y compris lorsque j'étais maire de Quatzenheim... J'étais à peu près le seul à défendre cette position dans le secteur ! J'en avais parlé à Nicolas Hulot, lors d'un débat sur l'énergie, avant qu'il ne quitte le ministère. Car le grand problème de Strasbourg est la qualité de l'air qui exige des mesures drastiques. Il est impossible de les mettre en œuvre tant que l'autoroute traverse le centre-ville. La santé des gens qui vivent autour de l'autoroute m'est aussi importante que celle du maire autour de l'autoroute. Je comprends les préoccupations des habitants du Kochersberg. Mais il faut retrouver de la sérénité. L'État de droit – et le préfet – doit être respecté.

Revenons à l'Assemblée. Le groupe MoDem a présenté son propre candidat. Y a-t-il des failles dans la majorité ?

Notre collègue Marc Fesneau est très apprécié sur l'ensemble des bancs de l'Assemblée. Il jouit d'une grande crédibilité au sein de la majorité. Il n'est pas surprenant qu'il ait eu deux fois plus de voix que le nombre de membres de notre groupe. Nous sommes des partenaires fidèles, loyaux et exigeants d'En marche.

Vous vous sentez bien au MoDem ? Quand, en 2015, j'ai adhéré au MoDem, on me disait : « Tu es fou. C'est le mouvement le plus proche de mes



Le député MoDem Sylvain Waserman. Photo L'Alsace/Jean-Marc Loos

convictions. J'ai suivi, au bureau exécutif, toute la période quand François Bayrou [NDR : président du MoDem] réfléchissait à son positionnement. Il a une vision politique très fine et très pertinente. Avec Emmanuel Macron, nous avons une parole très libre. Mais nous voulons qu'il réussisse.

Les sondages montrent un désamour des Français...

J'ai fait 15 réunions publiques et des marchés récemment. J'ai voulu retourner là où j'avais été pendant la campagne. La population m'a parlé de l'augmentation de la CSG et du pouvoir d'achat. J'ai répondu que l'allègement des charges salariales et la suppression de la taxe d'habitation se répercuteraient sur les membres de leur famille. Ils gagneront en pouvoir d'achat. L'autre réaction était de dire : « Allez au bout de votre projet ! » Les

réformes sont encore en cours. Et j'ajoute qu'il faut relativiser les sondages. Lorsque Schröder a fait ses réformes en Allemagne, sa cote de popularité était très basse.

On reproche aux nouveaux députés leur absence d'ancrage local...

Pour ma proposition de loi concernant la responsabilité des présidents bénévoles d'associations, j'avais écrit à 1 000 associations de Strasbourg et d'Illkirch et 111 sont venues. Pour la loi Pacte, j'ai contacté une centaine d'entreprises. De ce dialogue, j'ai tiré trois amendements concernant la propriété intellectuelle dont un a été retenu. C'est là, la valeur ajoutée entre les citoyens et le travail législatif à Paris.

Vous électeurs vous parlez-ils de l'Alsace ?

Très peu. C'est un sujet plus rural. Mais

je suis très impliqué dans cette discussion puisque j'avais proposé la fusion des départements l'autonomie dernier, avec des compétences de l'État et de la région, y compris ce qui a trait au marketing territorial. Mais l'économie doit rester à la région, c'est le bon échelon. Avec le rapport Marx, on s'en rapproche... En ai parlé la semaine dernière à Jacqueline Gourault. Je suis pour la diminution de 30 % des conseillers départementaux, comme des députés. Il ne faudrait pas passer à côté d'une fusion parce qu'on ne s'entend pas entre Strasbourg et Colmar !

Pourquoi pas une collectivité à statut particulier ?

L'Alsace n'est pas la Corse ! Au cours des dernières années, l'Alsace a connu un décrochage au plan économique, avec une augmentation du chômage. Je considère, comme ancien président de la commission économique de la région que le Grand Est est une chance pour l'Alsace. La question est de savoir comment on va de l'avant. Pour moi, les enjeux transfrontaliers sont une des questions clés.

Vous rentrez de Berlin ?

Les bureaux de l'Assemblée et du Bundestag se sont réunis pour travailler à la mise en place d'une assemblée parlementaire franco-allemande qui sera réunira deux fois par an. Elle étudiera la transposition des directives de Bruxelles dans les réglementations de nos deux pays. C'est une avancée considérable !

Recueillis par Yolande BALDEWECK